



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1474

27 décembre 2020

- **Criminalité : La Conférence des pasteurs haïtiens préconise la mobilisation générale contre l'arbitraire et le kidnapping en Haïti**
- **Le photjournaliste Vladjimir Legagneur aurait été assassiné en mars 2018, laisse entendre le premier ministre Joseph Jouthe**
- **Droits humains : La plateforme GARR souhaite justice et réparations pour les familles victimes des violences au Bel-Air et dans les zones avoisinantes**
- **Politique : Les deux derniers décrets de Jovenel Moïse sont une tentative d'instaurer une milice répressive en Haïti, selon le Rnddh**

>> Criminalité : La Conférence des pasteurs haïtiens préconise la mobilisation générale contre l'arbitraire et le kidnapping en Haïti

S'insurgeant contre les violations systématiques des droits humains, la Conférence des pasteurs haïtiens (Copah) appelle à la mobilisation générale contre « l'arbitraire et le kidnapping, qui serviraient d'instruments politiques au régime *tèt kale* au pouvoir, pour faire cautionner la dictature qu'il tente d'installer sur le territoire national ». « C'est le moment, où nous devons nous indigner, nous soulever et nous battre contre tout projet dictatorial sous toutes ses formes, au-delà de nos croyances et de nos rangs dans la société. Le danger de la dictature, qui s'installe sous nos yeux, nous menace toutes et tous. » En cette fin d'année 2020, le temps n'est pas à la fête dans ce contexte d'aggravation systématique du climat d'insécurité dans le pays, notamment de perpétration à un rythme frénétique de plusieurs cas d'assassinats et de kidnapping. La Conférence des pasteurs haïtiens dénonce la passivité complice des autorités politiques et policières, dans les violences des gangs armés, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, en province et dans les sections communales. « Les gens fuient massivement le pays pour des terres plus clémentes. D'autres deviennent réfugiés dans leur propre pays. C'est le cas, par exemple, des habitants du Bel-Air, de La Saline, de Cité Soleil, du Pont Rouge, du bas de Delmas, de Village de Dieu, de *Gran Ravin*, de Savien (département de l'Artibonite), de Shada et

Nan Bannann (Cap-Haïtien, Nord) etc. ». Pour sa part, la plateforme des organisations paysannes *4 je kontre* s'élève contre le phénomène d'insécurité, qu'elle assimile à « un outil politique, dont se sert le régime politique *tèt kale* en place, pour diriger arbitrairement le pays. Elle invite toutes tous les acteurs de la vie nationale à faire un front commun pour trouver la meilleure formule possible permettant d'installer un nouveau gouvernement de transition en Haïti. Selon la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et réinsertion « Environ 500 000 armes à feu illégales sont en circulation dans le pays ». Sur le terrain, le gouvernement reste passif face à la multiplication des actes de criminalité, dont le kidnapping. La police nationale a interpellé une vingtaine de personnes, depuis le début des opérations conduites au Village de Dieu, dans la périphérie sud de la capitale, le 4 décembre. Certaines personnes, interrogées par la Direction centrale de la police judiciaire, auraient des connexions avec le chef de gang Jimmy Chérizier, un ancien policier national, réputé de connivence avec des officiels. En conférence de presse, le 21 décembre, le premier ministre Joseph Jouthe a souhaité des dispositions sévères, visant le démantèlement des gangs armés à travers Haïti. Le dialogue entre la CNDDR et les gangs armés est terminé, a-t-il affirmé. Il a annoncé s'attaquer à plusieurs puissants chefs de gangs, tant dans la capitale, Port-au-Prince, que

dans les villes de province dont l'ancien policier national Jimmy Chérizier, plus connu sous le nom de

Barbecue, ainsi que Odma et Izo 5 second ainsi connus.

>> Le photjournaliste Vladjimir Legagneur aurait été assassiné en mars 2018, laisse entendre le premier ministre Joseph Jouthe

Il y a eu deux années d'incertitude sur l'assassinat ou non du photo-journaliste Vladjimir Legagneur le 14 mars 2018 à *Gran Ravin* (sur les hauteurs de Martissant, périphérie sud de Port-au-Prince). L'auteur de l'assassinat multiplierait des interventions sur les réseaux sociaux, a fait savoir Joseph Jouthe. Vladjimir Legagneur a été réellement assassiné par des membres d'un groupe armé. Cet assassin bénéficie également du support d'une Organisation étrangère non gouvernementale, qui financerait ses projets, poursuit-il, indiquant connaître l'identité de l'ONG. Le chef du gouvernement menace de l'expulser du pays car « on ne peut pas tolérer que des gens soient de connivence avec des bandits ». [Du côté des autorités policières, les résultats du test ADN sur un chapeau retrouvé dans un charnier dans ce quartier, ne sont jusqu'ici pas encore révélés.](#)

>> Droits humains : La plateforme GARR souhaite justice et réparations pour les familles victimes des violences au Bel-Air et dans les zones avoisinantes

A l'occasion de la journée internationale des migrants le vendredi 18 décembre, le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR) préconise dans un rapport, un renforcement de l'accès à la justice et aux réparations pour les victimes des gangs du quartier de Bel-Air et dans les zones avoisinantes, depuis le 31 août. Le GARR demande au gouvernement d'accompagner les familles victimes afin qu'elles puissent reprendre leur vie normale dans un bref délai. Il appelle à traduire en justice les auteurs présumés des actes de violence, suivant les normes internationales relatives au droit à un procès équitable. Plusieurs familles, dont les droits sont bafoués au Bel-Air, sont aujourd'hui installées dans les locaux des pères Spiritains (catholiques romains) à Solino, Port-au-Prince. Le GARR rappelle que 80% des réfugiés chez les Spiritains sont des femmes. Une vingtaine d'autres ont des handicaps physiques et visuels, 252 enfants de 1 à 17 ans font partie des réfugiés. Sur le plan sanitaire, beaucoup de jeunes femmes ont signalé des cas d'infection, comme la grattelle, due à l'utilisation des eaux non traitées, selon des informations confirmées par l'Office de la protection du citoyen (OPC). Les constats et les témoignages des victimes révèlent combien les familles sont mal logées, faute d'espace approprié dans les locaux des Spiritains. Elles manquent de produits de première nécessité, surtout de nourriture. Des femmes se plaignent de ne pas avoir d'intimité dans le site, car la séparation des hommes et des femmes n'est pas respectée. La plateforme GARR enjoint l'État à s'assurer de la présence d'institutions publiques dans ces quartiers, en particulier de la Police Nationale, afin de prévenir des attaques similaires à celles des gangs armés et d'y répondre en cas de besoin, ainsi que de sévir contre les extorsions, menaces et autres activités criminelles de ces gangs contre la population.

>> Politique : Les deux derniers décrets de Jovenel Moïse sont une tentative d'instaurer une milice répressive en Haïti, selon le RNDDH

« Cette façon de procéder du président de la république conduit le pays à un véritable État d'exception, où, au nom de la « raison d'État », les droits et libertés, protégés par les instruments nationaux, régionaux et internationaux de protection des droits humains, sont tout simplement suspendus, voire bannis ». Le Réseau national de défense des droits humains affirme qu'en se dotant d'instruments fantaisistes, Jovenel Moïse s'affiche « en prédateur des droits humains et en dictateur avéré ». Ces mécanismes, mis en place par le président, viseraient notamment à réprimer les manifestations antigouvernementales et freiner la volonté du peuple haïtien de contester sa présence à la tête du pays. Son mandat arrive à expiration le 7 février 2021. Jovenel Moïse voudrait conférer un pouvoir extrajudiciaire à sa nouvelle Agence nationale d'intelligence, « un coup d'État orchestré contre la Police Nationale d'Haïti et contre les tribunaux et les Cours de la république ». Le président, qui s'est octroyé les pleins pouvoirs en dehors de tout cadre légal et institutionnel, prévoit de créer cette agence qui l'habiliterait à accomplir les tâches, réservées à la justice et à la police. Le Réseau national de défense des droits humains appelle aussi à soulever et mobiliser toutes les forces vives du pays, en vue de contraindre Jovenel Moïse à « faire retrait de l'ensemble de ses décrets anticonstitutionnels, [qui traduisent clairement la volonté du régime du Parti haïtien tèt kale \(Phtk\) de restaurer la dictature en Haïti, au mépris des acquis démocratiques](#) ».